

Benjamin Deruelle (éd.), *Quand l'Histoire sert à faire la guerre*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2023, 208 p. – ISBN 978-2-7574-3955-5

« La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre », dit la célèbre formule du géographe Yves Lacoste, qui donna ce titre à son essai paru en 1976. Appliquée à l'Histoire, elle semble un peu moins surprenante, tant l'instrumentalisation des récits sur le passé constitue un nerf des conflits armés modernes. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et l'intensification brutale du conflit israélo-palestinien depuis octobre 2023 ne font que souligner l'importance de revenir sur ce sujet.

Dirigé par Benjamin Deruelle, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), cet ouvrage s'organise selon une trajectoire antéchronologique, du familier vers le lointain, de l'Ukraine d'aujourd'hui à la République romaine, couvrant des sujets à la géographie variée. L'une des forces de cet ouvrage réside dans le fait qu'il offre au lecteur un panorama diversifié et fort étendu sur le sujet.

Dès l'introduction, rédigée par Benjamin Deruelle, et pour éviter la pente glissante qu'un tel panorama pourrait susciter, le lecteur est mis en garde contre le danger de l'analogie trop rapide entre la guerre russo-ukrainienne, qui marque le point de départ de cette réflexion collective, et l'ensemble des sujets d'étude abordés. En revanche, le lecteur est invité à dresser le constat de « la permanence des motifs, des méthodes et des arguments employés » (p. 14) à travers le temps pour que l'Histoire, ou du moins les usages qui peuvent en être faits, serve la guerre.

À l'intention d'un public slavisant, il convient de s'intéresser tout particulièrement à la première contribution, rédigée par Éric Aunoble (p. 21-35). Consacrée à la justification historique de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, elle ouvre ce compte à rebours historique. En partant des déclarations émises par Vladimir Poutine (le texte daté du 12 juillet 2021 sur « l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » et

le discours du 21 février 2022 questionnant la souveraineté de l'Ukraine sur le Donbass), l'A. revient sur plusieurs siècles d'histoire. La guerre produisant de nouveaux récits et de nouveaux mythes, l'absence de combats directs entre les États russe et ukrainien dans le passé s'est ainsi mutée en un discours de « haine désormais considérée comme ancestrale » entre les deux pays (p. 22). La transformation de l'Histoire sur la base des argumentaires produits par les camps nationalistes, russes comme ukrainiens, depuis près de trente ans, a réussi à transformer la perception de la réalité de chaque côté de la frontière. Cette concurrence des mises en récit s'organise entre la vision ukrainienne de l'oppression séculaire russe (que l'A. illustre en mentionnant, par exemple, les politiques de russification sous le règne des tsars et l'Holodomor dans les années 1930) d'une part, et « l'obsession inquiète des dirigeants [russes] à légitimer une puissance qui n'a rien d'assuré » (p. 27) d'autre part. Cette lutte des récits, exacerbée depuis 2022, n'est cependant pas nouvelle puisqu'elle s'inscrit dans une « tradition » de concurrence des historiographies nationales. Dès le XIX^e siècle, les travaux des historiens russes Nikolaï Karamzine et Vassili Klioutchevski avaient mis en récit l'homogénéité des peuples biélorusien, ukrainien et russe, une démarche dont s'inspire aujourd'hui Vladimir Poutine (p. 27). Mais l'Histoire ne suffit pas à expliquer la guerre en Ukraine. Au contraire, c'est la nécessité de faire la guerre en premier lieu (pour des raisons géopolitiques partiellement explicables par l'impérialisme russe) qui justifie qu'une certaine version de l'Histoire ait été mobilisée, pour préparer la population à la supporter. Les sacrifices et les pertes causées par cette guerre fournissent les munitions nécessaires pour en justifier la poursuite (p. 32-34).

Dans une perspective décoloniale, le lectorat slavisant sera certainement intéressé par le reste des contributions, qui touchent à des thèmes tels que la réécriture du passé ou la négation des droits, des libertés et des identités pour organiser la guerre. Ainsi, l'ouvrage se poursuit avec la contribution de Christopher Goscha (p. 37-53) sur l'arsenalisation de l'Histoire et des discours mémoriels nationaux en amont et durant la « Troisième Guerre d'Indochine » (1979) ; celle de Deborah Barton (p. 53-66) sur la réécriture du récit de la Première Guerre mondiale par la propagande nazie pour mettre en œuvre et justifier son entreprise de destruction massive ; celle de Patrick Dramé (p. 67-82) sur l'effacement de l'Histoire des populations d'Afrique-Équatoriale française dans l'entre-deux-guerres pour justifier un effort

militaire de colonisation par l'apport de la « civilisation » ; celle de Laurent Colantonio (p. 83-98) sur les Pâques sanglantes de 1916 en Irlande, quand l'Histoire est invoquée pour galvaniser le sentiment national. Une série de chapitres poursuivent l'exploration des usages du passé à des époques plus lointaines : Geneviève Dorais (p. 99-112) se penche sur un usage belliqueux de l'Histoire par la création d'un imaginaire et d'un projet anticolonial pérenne par les chefs révolutionnaires dans les guerres d'indépendance latino-américaines de 1815 ; Bernard Gainot (p. 113-124) explore la récupération, la correction et la confrontation du passé par Napoléon Bonaparte dans l'objectif de mieux contrôler l'avenir ; Jean-Philippe Garneau (p. 125-142) étudie la négation par les Britanniques de l'Histoire des Acadiens en Amérique du Nord, négation ayant conduit à leur déportation (1755-1762) ; Benjamin Deruelle (p. 143-156) examine l'invocation de droits de succession qui permirent à Charles VIII de justifier l'invasion de l'Italie en 1494. Le chapitre d'Hélène Sirantoine (p. 157-172) traite de la mobilisation de l'histoire des Wisigoths et de l'idée de Reconquête pour asseoir la légitimité de la couronne d'Espagne tout en appuyant diverses opérations militaires entre le VIII^e et le XV^e siècles. La contribution de Simon Cahanier et Sophie Hulot (p. 173-188) scrute, enfin, l'articulation du processus de déclaration de guerre avec l'usage de l'Histoire dans la République romaine (III^e-I^{er} siècles avant J.-C.).

L'épilogue, signé par Carl Bouchard, nous offre un retour chronologique sur l'entre-deux-guerres au Canada et les tentatives de « désarmement moral » par l'éducation qui l'ont caractérisé. Si cette contribution peut sembler quelque peu déroutante compte tenu de la structure de l'ouvrage, elle prend le contre-pied du thème général du livre, en soulevant la question suivante : « L'Histoire peut-elle servir à faire la paix ? ». L'instruction et une meilleure connaissance du monde, mais aussi l'empathie et la solidarité qui en résultent apparaissent comme des moteurs non négligeables de la pacification – d'abord des récits historiques, puis des relations entre les États et les peuples. Ce retour permet ainsi d'apporter une pointe d'optimisme au lecteur après un exposé de plus de deux millénaires d'utilisations belliqueuses de l'Histoire, tout en ouvrant le dialogue sur ces effets pacificateurs qui mériteraient, eux aussi, leur rétrospective.

Si la distinction entre Histoire et mémoire est abordée dès l'introduction (p. 9-19), nous regrettons que celle-ci reste superficielle, ne dépassant que timidement celle établie par Pierre Nora dans son

œuvre canonique *Les Lieux de Mémoire*, parue entre 1984 et 1992¹. La mémoire est alors conçue comme un usage du passé qui « vaut moins par ce qu'il est que par ce que l'on en fait » (Pierre Nora, cité p. 11). Malgré ce petit point de rappel conceptuel, il n'est que très peu question de la mémoire dans le reste de l'ouvrage : sur onze chapitres, auxquels s'ajoute l'épilogue, cinq seulement la mentionnent explicitement. Toutefois, comme le rappelle Geneviève Dorais, il convient de distinguer « l'Histoire comme connaissance du passé, d'une part, et l'Histoire comme instrument de pouvoir, de l'autre » (p. 112). Cela revient pourtant à mobiliser la distinction établie par P. Nora, tout en y effaçant la notion de mémoire. Pour reprendre une critique formulée par Alon Confino dès les années 1990, l'un des écueils des études de la mémoire réside dans le choix, par commodité, d'un support ou d'un événement historique particulier, qui est ensuite analysé au fil du temps afin d'en tirer des conclusions sur la mémoire elle-même².

Ce recueil n'en fournit pas moins une réflexion stimulante et riche permettant de se familiariser avec pléthore de contextes différents, chaque contribution étant accompagnée de quelques suggestions de lecture pour approfondir le sujet. Pour le reste, il est un rappel indispensable de la fragilité de la paix et de la vulnérabilité de l'Histoire quand celle-ci est instrumentalisée pour justifier la violence, voire la destruction. Un rappel également du rôle social de l'historien, chargé de « débusquer les angles morts de la mémoire nationale » (p. 126).

Mathilde Garnier

CREE – INALCO

1. Si les travaux de Jan Assmann sont aussi évoqués, en note de bas de page, en complément de la mention inéluctable de Maurice Halbwachs et des travaux plus récents de Philippe Joutard, on peut regretter l'absence d'études sur la pluralité des utilisations de la mémoire et de ses formes d'expression. Voir à ce titre le travail collectif paru la même année que le présent ouvrage, Maria Mälksoo (éd.), *Handbook on the Politics of Memory*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2023, 407 p.

2. Alon Confino, « Collective Memory and Cultural History: Problems of Method », *The American Historical Review*, vol. 102, n° 5, 1997, p. 1386-1403.